

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 82

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2692 - Prix : 1€

Éditorial

**Pire que le
coronavirus, le
capitalisme !**

**Réforme des retraites:
c'est toujours non !**

Page 3

**Coronavirus : un
système de santé sans
grandes défenses**

Page 5

**Les postiers en grève
pour leurs salaires et
leurs conditions de
travail**

Page 8

**Échos des
communes :
Saint-Benoît**

Page 9-10

Inde

**Diviser et assassiner
pour régner**

Page 12

Lutte ouvrière aux élections municipales

Faire entendre le camp des Travailleurs



Pire que le coronavirus, le capitalisme !

Annulation des rassemblements de plus de 5000 personnes en milieu confiné, fermetures des écoles dans les foyers infectieux..., le gouvernement a annoncé, samedi, une série de mesures exceptionnelles pour freiner l'épidémie du coronavirus. Et au milieu de l'émotion suscitée par cet appel à la mobilisation générale, comme en catimini, le Premier ministre Philippe a dégainé le 49.3 pour imposer sa réforme des retraites.

S'il croit pouvoir utiliser le coronavirus pour faire oublier son coup de force contre les travailleurs, il se trompe ! Il n'en a pas fini avec la contestation. De nombreux rassemblements de protestation sont en préparation et le coronavirus ne fait que rajouter à la colère générale.

Car oui, il y a de quoi être inquiet et en colère. Non pas à cause de la gravité de ce virus - moindre que redoutée - mais parce que, s'il y avait des millions de malades et qu'il devenait nécessaire d'hospitaliser des milliers de personnes, l'hôpital public serait incapable de contrôler la situation. Et cela, c'est de la responsabilité du gouvernement, de celui-ci comme de ceux qui l'ont précédé.

Cela fait un an que tous les personnels hospitaliers tirent la sonnette d'alarme pour dénoncer les Urgences saturées, les services hospitaliers à flux tendu, les sous-effectifs chroniques et les déserts médicaux. Rien n'y a fait ! Le gouvernement a poursuivi sa politique consistant à siphonner l'argent des hôpitaux pour arroser le grand patronat, parce que les profits, les dividendes et les cours boursiers passent avant la santé publique !

Les mesures de confinement et le ralentissement, voire la mise à l'arrêt de nombreuses usines en Chine pèsent sur toute l'économie mondiale, et particulièrement sur le tourisme, le textile, l'automobile les transports et le luxe.

À côté de ce ralentissement de la production, il y a les anticipations des spéculateurs qui amplifient le phénomène et qui ont fait dévisser toutes les Bourses mondiales, menaçant d'un nouveau krach financier. Eh oui, un des plus petits organismes vivant sur cette terre, le coronavirus, pourrait déclencher le prochain krach mondial ! C'est bien la preuve que l'économie est une maison de fous.

Alors même que l'humanité a les moyens de faire face à la pandémie de coronavirus, toute l'économie risque de plonger dans une nouvelle récession parce que le système capitaliste s'apparente à un château de cartes.

La bourgeoisie, le grand patronat feront tout pour faire payer cette nouvelle crise aux travailleurs. Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a déjà appelé à la solidarité avec les entreprises fragilisées par le coronavirus. Mais son objectif est d'assurer les dividendes des actionnaires et les revenus de la bourgeoisie, pas de geler les plans de licenciements ni les fermetures d'usines !

Demain, si la crise s'aggrave brutalement, le gouvernement prendra encore des milliards à la collectivité et rognera sur ce qui est indispensable aux classes populaires pour se porter au secours des banquiers ou de la bourgeoisie ! Avec la réforme de l'indemnisation chômage, il a ajouté des dizaines de milliers de pauvres à ceux qu'il y avait déjà. Avec la réforme des retraites, il veut voler des années de retraite aux futures générations. Il est prêt à tout !

L'économie et toute la société sont atteintes par une maladie grave, celle du parasitisme et de l'irresponsabilité d'une bourgeoisie aveuglée par ses profits. Si les travailleurs ne l'empêchent pas de nuire, toute la société en crèvera.

Il faut que le monde ouvrier retrouve la conscience des luttes qu'il a à mener et qu'il se rassemble, s'organise pour défendre ses intérêts contre la bourgeoisie, contre son gouvernement et contre son État. C'est la perspective défendue par les listes que Lutte ouvrière présente dans 240 villes aux élections municipales.

Personne ne refera le monde à l'échelle municipale. Alors, nos candidats ne feront pas de démagogie ni de promesses mensongères. Ils diront que, dans cette période de crise et de recul économique, social mais aussi moral, rien d'essentiel ne viendra d'en haut pour les travailleurs, pour les exploités, pour les plus pauvres. Ils appellent les travailleurs à la révolte.

Alors, là où Lutte ouvrière est présente, votez pour le camp des travailleurs !

Affirmez que vous ne vous résignez ni à l'exploitation, ni au capitalisme !

Affirmez la nécessité, pour le monde ouvrier, de se battre contre la classe capitaliste avec la conscience d'avoir à prendre eux-mêmes le pouvoir pour changer la société !

49.3 : pour s'asseoir sur l'opinion des travailleurs

Tout le monde s'y attendait, mais il y a de quoi s'indigner : le gouvernement, pour gagner du temps, a annoncé son recours à l'article 49.3 de la Constitution de 1958 pour faire passer son texte sur la réforme des retraites sans vote des parlementaires.

Cet article entraîne la suspension immédiate de la discussion sur le projet de loi. Il est donc considéré comme adopté, sans être soumis au vote des députés, sauf motion de censure du gouvernement recueillant la majorité à l'Assemblée. Il s'agit d'une pure comédie, où Édouard Philippe fait mine d'engager la responsabilité du gouvernement, sans

aucun risque puisque les élus macronistes et assimilés sont largement majoritaires.

L'opposition est par contre massive chez les travailleurs. Des centaines de milliers de manifestants, des semaines de grève à la SNCF et à la RATP, dans l'enseignement, l'accueil mouvementé reçu par le moindre ministre et a fortiori par le président lui-même dans leurs déplacements, la publication de sondages où l'opposition à la réforme Macron demeure majoritaire, rien ne permet à ce gouvernement d'ignorer cette opposition. Le monde du travail rejette ce qui est une attaque contre lui,

comme il rejette ses instigateurs.

Démasqués dans leur comédie du grand débat, saison deux, et pressés de faire taire la rue, Macron et le gouvernement sont l'image révoltante d'un système où, une fois de temps en temps, ils font mine de prendre l'avis d'une partie de la population. Mais quand leurs attaques, dictées par les capitalistes dont ils servent les intérêts, suscitent la colère, ils dégagent le 49.3, sans d'ailleurs ranger leurs LBD ! Sans plus de succès pour faire accepter la réforme, d'ailleurs.

Réforme des retraites : c'est toujours non !

Après le coup de théâtre annoncé du 29 février, des appels à manifester ont été lancés et relayés, et le soir même des rassemblements se tenaient, à Paris devant l'Assemblée nationale, puis le 2 mars dans la plupart des grandes villes de France.

Les avocats en colère ont eux aussi joint leur voix à toutes celles qui continuent de refuser la réforme, amendée comme l'affirme Édouard Philippe, sans même qu'il ait l'air de croire convaincre qui que ce soit. Parmi les manifestants, la fièvre n'est pas retombée, elle a même atteint 49°3, comme le proclamaient de nombreuses pancartes.

Quant à la conférence de financement, os à ronger jeté aux directions syndicales qui veulent bien s'en saisir pour jouer le jeu du dialogue avec les règles édictées par le gouvernement, elle est encore plus l'ombre d'elle-même depuis qu'Yves Veyrier de FO puis Philippe Martinez de la CGT ont claqué la porte. Le gouvernement risque de peiner davantage encore à faire mine de monnayer un financement contre des clauses sur la pénibi-

lité ou le retrait de la menace de l'âge dit d'équilibre à 64 ou 65 ans.

En effet, ce que les opposants à la réforme continuent d'exiger n'est pas le retrait de l'âge d'équilibre ou de telle ou telle mesure encore imprécise que le nouveau haut-commissaire serait bien en mal de définir. C'est le retrait de l'ensemble de cet attirail, uniquement destiné à économiser des milliards d'euros par an

aux dépens des travailleurs et retraités.

La journée de mobilisation appelée le 31 mars, et peut-être même d'autres avant celle-ci, seront de nouvelles occasions de faire entendre que « la réforme Macron, c'est toujours non ! »

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 9 MARS de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 13 MARS de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 14 MARS de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 21 MARS de 8H30 à 10H00**

Les amendements acceptés : poussières de miettes

Les principaux partis politiques de droite, à commencer par Les Républicains et La République en marche (LR et LREM) n'ont cessé de hurler contre La France insoumise de Mélenchon et le Parti communiste qui, avec leurs quelque 22 000 amendements qualifiés d'inutiles ou de ridicules, auraient « bloqué le débat démocratique », et auraient de ce fait contraint le Premier ministre à avoir recours à l'article 49.3.

Tout fiéroids, les représentants du gouvernement se vantent d'avoir su, eux, faire passer quelque 350 amendements qui, selon les mots de Philippe, ont amélioré et surtout profondément enrichi le texte de

base. Parmi ceux-ci, l'un demande de tenir compte de la situation des personnes ayant un handicap. Mais qui en bénéficiera, et de quelle façon, pas de réponse pour l'instant. Un autre propose de prendre en considération les aidants auprès de personnes âgées, de malades ou de handicapés, mais sans chiffrer cette considération en termes d'annuités ou de revenus. Un troisième demande que l'on tienne compte de la pénibilité du travail, ce qui ne manquera pas de soulever des discussions sans fin sur la définition d'un travail pénible, et à quel âge on pourrait alors prendre sa retraite. Un autre amendement, proposé par le PC et adopté par les dé-

putés, dit que les égoutiers recrutés avant le 1er janvier 2022 pourront partir en retraite à 52 ans. Mais, pour une catégorie de travailleurs qui continuera à avoir un régime différent – pour une période limitée cependant –, combien d'autres devront s'user jusqu'à l'âge de 64 ou 65 ans, puisque c'est aussi ce que le gouvernement veut faire passer ?

Le dialogue qui serait ainsi établi entre le gouvernement et les représentants du peuple, au travers de la discussion de prétendus « vrais amendements », n'est qu'un alibi pour faire passer le texte de départ, sans atténuer l'attaque lancée contre tous les travailleurs.

Retraites : complicité gouvernement-patronat

Geoffroy Roux de Bézieux, le président du Medef national, s'est déclaré d'accord avec le recul de l'âge de la retraite à 64 ans. « *Cela exige de nous, entrepreneurs, d'être capables d'employer les gens dans tous les métiers au-delà de 62 ans* » a-t-il déclaré.

Comme cela n'est pas le cas, ce qui attend les salariés privés d'emplois à partir de 50 ans, c'est de se retrouver à 64 ans avec des dizaines de

trimestres manquant pour le calcul de leurs retraites... qui seront amputées d'autant !

Alors non, mille fois non à la réforme des retraites du Medef et de Macron.

Retraites : que nous préparent-ils ?



Coronavirus : précautions sanitaires et impératifs économiques

Les précautions sanitaires prises pour freiner l'épidémie du coronavirus ne font pas, et ne peuvent pas faire, bon ménage avec une société qui a pour seule boussole le profit.

Le 28 février, les autorités sanitaires annonçaient que l'épidémie était au stade 2, c'est-à-dire un stade où le virus n'atteint plus seulement des patients isolés, comme c'est le cas au stade 1, mais des groupes de personnes.

Si au stade 1 il fallait freiner l'arrivée du virus dans le pays en confinant les personnes revenant de zones à risque, au stade 2 il faut désormais isoler les groupes atteints, pour limiter la diffusion du virus à partir de

ces foyers. Tous les rassemblements ont ainsi été interdits dans plusieurs communes de France.

Dans ces secteurs, les établissements scolaires ont été fermés, de même que les cinémas, les piscines, les centres de sport... Les marchés ont été supprimés et les habitants priés de limiter leurs déplacements. Mais à proximité de marchés fermés d'autorité, on a vu de grands centres commerciaux ouverts. Évidemment, il faut bien pouvoir acheter de quoi se nourrir, mais peut-être aussi les patrons de la grande distribution ont-ils su négocier une ouverture.

Entre la logique de la lutte contre la propagation d'un virus et celle du

maintien de l'activité économique, il y a évidemment un hiatus. Mais, même si l'activité économique concerne tout le monde, les choix des autorités tiennent évidemment plus compte de l'intérêt des milieux patronaux que de celui des salariés. D'autant plus que dans tous les secteurs, les transports, la finance, l'énergie, la distribution... des patrons en appellent à la mise en place de plans de continuité d'activité, de plans de survie visant à maintenir la vie des entreprises, c'est-à-dire de ce qui est leur seul objectif : les profits. La santé passera après.

Le capitalisme, une maladie incurable

Conséquence de l'épidémie du coronavirus et du ralentissement de nombreux secteurs économiques, les bourses ont commencé à dévisser. De New York à Francfort, Londres, Tokyo et Paris, 6 000 milliards de dollars de capitalisation boursière sont évaporés en quelques jours. Ce recul, comme le monde n'en a pas connu depuis la grande crise de 2008, efface d'un coup les gains qu'avaient réalisés les Bourses en 2019, une année exceptionnelle pour les actionnaires.

La glissade va-t-elle continuer, se transformer en plongeon et entraîner une nouvelle crise mondiale ? Nul ne le sait. Mais la crainte que cela se produise transparait dans les anticipations à la baisse de très nombreux spéculateurs. L'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique) estime que la croissance mondiale risque d'être divisée par deux si la crise sanitaire se poursuit.

Se voulant rassurantes, les banques centrales se disent prêtes, telle la Banque centrale européenne, à agir pour éviter que la situation ne s'emballer. En l'occurrence, il s'agit

d'abaisser les taux – déjà proches de zéro – auxquels elles prêtent aux États et aux grands groupes, afin de stimuler la reprise des affaires. Mais les banques et les sociétés d'assurances se sont alarmées d'une telle médication. À les en croire, elle pourrait ébranler leur situation, en réduisant leurs marges sur les crédits alors même qu'elles voient fortement augmenter le nombre des créances douteuses sur leurs entreprises clientes. Et, tout comme les compagnies aériennes, Air France en tête, ont saisi le prétexte du coronavirus pour annoncer des milliers de nouvelles suppressions d'emplois, les banques annoncent qu'elles vont continuer à en supprimer en grand.

Le coronavirus a eu un rôle déclencheur dans la tempête boursière. Mais il agit là comme un révélateur de l'état de l'économie mondiale. Une économie en crise tantôt larvée, tantôt aiguë, depuis des décennies, sans que les tenants du système capitaliste y puissent rien, sinon naviguer à vue, en présentant bien sûr aux classes laborieuses la note des convulsions de leur système destruc-

teur de richesses, socialement injuste et malade.

On trouvera peut-être un vaccin contre le coronavirus. Contre le virus du profit capitaliste, on sait déjà qu'il n'y en a pas. Cette maladie étant incurable, euthanasier ce système rendrait service à toute l'humanité.



Coronavirus : un système de santé sans grandes défenses

Avec le développement de l'épidémie de coronavirus à l'échelle de tout le pays, des malades de plus en plus nombreux viennent directement à l'hôpital. Un médecin du service d'infectiologie de l'hôpital Bichat a ainsi déclaré : « On rentre dans le dur. Tous les ans la grippe saisonnière fait tanguer le navire des hôpitaux... Là, ça va être la tempête. » Il sait de quoi il parle, car les hôpitaux sont au bord de l'asphyxie et incapables de faire face à un afflux de malades. On y manque de tout, de lits, de personnel et de moyens financiers.

Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique des Hôpitaux de Paris (AP-HP) prétend que l'hôpital public est en ordre de marche. Mais la première mesure

qu'il a prise, à l'annonce du passage au stade 2, a été de décider que les hôpitaux parisiens ne s'occuperont que des patients infectés les plus gravement atteints, les autres devant retourner chez eux et être suivis par leur généraliste. C'est avouer dès maintenant, malgré le nombre encore faible de malades, qu'il n'y a pas assez de lits pour les hospitaliser tous, ce qui serait une meilleure façon de limiter la contagion. Et qui peut croire qu'il y aura assez de médecins généralistes pour soigner des patients à domicile ?

Tout cela ressemble plus à des mesures à la sauvette, qui pour certaines frisent la non-assistance à personne en danger. Là où il aurait fallu des moyens toujours plus importants, depuis des années les gouvernements

de tout bord ont pris dans les budgets de la Santé pour se donner les moyens de remplir les coffres du grand patronat. Aujourd'hui, le risque est d'en faire payer lourdement les conséquences à toute la population.



Emploi : les offres de surexploitation pleuvent

Une étude sur l'emploi dans les petites et moyennes entreprises, publiée le 27 février, constate « *les difficultés importantes de recrutement dans plusieurs secteurs d'activité* ». Les patrons, petits et moyens, y étalent leurs regrets des contrats perdus faute de trouver les travailleurs nécessaires.

Il n'en faut pas plus pour que les commentateurs renchérisent sur les emplois qui n'attendent que d'être cueillis, à condition que les fainéants de tout ordre se donnent la peine de traverser la rue...

Les fédérations patronales osent

affirmer que les rémunérations ne sont pas en cause. S'ils ne vont pas jusqu'à prétendre offrir des salaires attractifs, ils affirment avoir compensé en « *faisant évoluer les primes et les avantages comme les mutuelles ou les frais de déplacement* ». Un comble, alors que de nombreux salaires n'atteignent le smic qu'en y intégrant les primes !

Dans certaines branches, les patrons reconnaissent du bout des lèvres qu'au-delà des problèmes de formation, les conditions de travail « *nuisent à l'attractivité de nos secteurs* ». C'est le moins qu'on puisse

dire ! Dans les professions dites « en tension » du bâtiment, du transport, de la propreté et de l'agroalimentaire, les conditions de travail sont dures et les contrats souvent précaires.

En soulignant ce qu'ils caractérisent comme une contradiction entre pénurie de main-d'œuvre et taux de chômage élevé, le patronat et ses alliés politiques rêvent tout haut d'une classe ouvrière docile et prête à accepter de travailler dans n'importe quelles conditions et à n'importe quel prix.

Travail au noir = vol des travailleurs

Mardi 25 février, l'Inspection du Travail appuyée par de nombreux policiers... ainsi que d'un drone sont intervenus sur le chantier de la construction du nouveau magasin Leclerc dans le quartier de la Réserve à Sainte-Marie.

Une dizaine d'infractions ont été constatées par les services de l'État,

en l'occurrence des ouvriers employés au noir, donc privés de leurs droits en matière d'assurance maladie, en cas d'accident de travail ou de retraite.

Ce chantier était vanté il y a peu par le maire de Sainte-Marie qui promettait à la population baisse des prix et créations d'emplois. Pour ce

qui est du deuxième volet, ça commence plutôt mal. Quant au premier, on ne se fait pas d'illusion. Les capitalistes de la grande distribution visent avant tout à faire le maximum de profits. Les baisses de prix ne sont pas pour demain !

Capitalisme prédateur



fr.wikipedia.org

La production du café Bourbon Pointu a été relancée sur certaines parcelles à La Réunion. Elle est commercialisée par... Tereos au prix de 314 € le kilogramme, soit 31 € le paquet de 100 grammes !

Beaucoup préconisent l'autonomie alimentaire et le développement de la production locale, mais c'est faire l'impasse sur la faiblesse du pouvoir d'achat des travailleurs, des chômeurs et des petits retraités.

Cela paraît aberrant mais nombre de produits régionaux produits localement (ail, légume, café) sont inaccessibles aux porte-monnaies des classes populaires parce que leur production et leur commercialisation sont contrôlées par les capitalistes.

Les vrais producteurs (petits paysans, marins) sont eux-mêmes tenus éloignés du festin par ces intérêts-là.

Logement : de pire en pire pour les pauvres

Comme chaque année, la fondation Abbé-Pierre a publié son rapport sur l'état du mal-logement en France. Elle y constate une nouvelle fois combien la situation des familles populaires, qui doivent se battre pour avoir un endroit où loger, ne cesse d'empirer.

Les expulsions locatives sous la menace de la police se sont chiffrées en 2018 à 15 993, soit 3 % de plus qu'en 2017, un chiffre auquel il faudrait ajouter celui de toutes les familles qui n'attendent pas l'arrivée des policiers pour quitter leur logement. Le record des coupures d'électricité est lui aussi dépassé : il y en a eu 572 440 en 2018, en augmentation de 4 %.

Certaines familles expulsées trouvent ailleurs un abri tout aussi précaire, mais d'autres se retrouvent pour longtemps sans abri, avec pour seul recours un système d'hébergement d'urgence incapable de faire face. C'est ainsi qu'à Paris 500 à 700 enfants se voient refuser un hébergement chaque soir, et que sur l'ensemble de l'Île de France 20 000 mineurs vivent à l'hôtel dans des conditions précaires.

Dans les grandes villes, les prix des logements explosent sous l'effet de la spéculation immobilière, mais aussi de la politique des élus locaux. Pour les élections municipales, on voit d'ailleurs beaucoup de candidats

IL TE RESTE PAS
UN PEU DE PLACE ?



parler de mixité sociale pour signifier qu'ils souhaitent évincer les pauvres. La loi fixant l'obligation d'atteindre un certain seuil de logements sociaux, 20 ou 25 %, est soit détournée soit ouvertement bafouée malgré les pénalités encourues.

Fin 2018, plus de deux millions de personnes étaient en attente d'un logement social. La possibilité d'y accéder est encore réduite par la politique du gouvernement, qui pousse les organismes HLM à se financer eux-mêmes en vendant leurs logements, en bloc à des investisseurs s'il

le faut. L'objectif fixé est qu'ils se débarrassent de 40 000 logements par an, cinq fois plus qu'aujourd'hui. Et, même dans les logements sociaux, la réduction des aides au logement se cumule avec les effets du chômage et de la précarité pour rendre le paiement du loyer et des factures plus difficiles.

Tous ces faits et ces chiffres dénoncent la sauvagerie des lois du marché capitaliste, en particulier dans le domaine du logement.

Le préfet et le lbd : manifestants blessés, c'est leur faute !

D'après le journal *Le Monde*, le Préfet de police de Paris Didier Lallement explique très simplement les nombreux cas de blessure à la tête ou de perte d'un œil par des manifestants touchés par des tirs de lanceurs de balles de défense, les LBD. D'après cet expert en balistique, le problème est que le projectile utilisé par la police va moins vite que le son. Lorsque les policiers tirent, d'après leur estimable chef, en évitant soigneusement de viser la tête, les manifestants entendant une détonation la

baissent par réflexe. Ils prennent alors en plein visage le choc qui n'était destiné qu'à leur poitrine. La question serait donc le manque de formation... des manifestants

En revanche, voilà un préfet bien formé et qui en a sous la casquette !



Flickr

Menace contre les emplois au Quotidien ?

Après le Journal de l'Île, c'est au tour du Quotidien de La Réunion de rencontrer des difficultés financières. Ce dernier se voit en effet réclamer le remboursement d'un crédit d'un montant de 6 millions d'euros qui lui a été accordé par les banques.

Le tribunal de Commerce a placé la maison mère du journal en sauvegarde le 18 décembre et vient de prolonger sa période d'observation jusqu'au 20 mai 2020 date à laquelle

un nouveau point sera fait sur le remboursement de la dette.

Après les employés et les journalistes du JIR dont un tiers ont perdu leurs emplois pour les mêmes raisons invoquées qu'au Quotidien, les salariés du Quotidien ont à présent une épée de Damoclès pendue au-dessus de leur tête.

Les affaires du groupe Chane-Ki-Chune sont pourtant florissantes. Ses investissements concernent en pre-

mier lieu la presse, mais aussi l'industrie d'impression, les sociétés civiles immobilières et le bâtiment.

C'est un groupe riche à millions. Il n'y a donc aucune raison pour que ce soient les salariés du journal qui paient, par la perte de leurs emplois, les pots cassés de la gestion de leurs patrons dont les livres de comptes devraient leur être communiqués afin qu'ils sachent où est passé l'argent produit par leur travail.

Les postiers en grève pour leurs salaires et leurs conditions de travail

Mercredi 5 mars, plusieurs centaines d'agents de la Poste ont cessé le travail à l'appel de l'intersyndicale. Ils étaient plus de 200 sur le piquet de grève installé devant le centre de tri du Chaudron à Saint Denis.

Lors de leurs prises de parole, les grévistes ont dénoncé le refus de la direction de négocier sur les salaires et ont exigé qu'un représentant de la direction nationale soit dépêché sur place avec le pouvoir de le faire. Ils ont exigé que les primes ultramarine et Cospar soit multipliées par deux et l'arrêt de toutes les réorganisations initiées ces derniers mois par la direction régionale et qui se traduisent



par une aggravation des conditions de travail et de nombreuses suppressions de postes.

Ils ont applaudi à la proposition

de reconduire la grève jusqu'à ce que satisfaction soit obtenue.

Vive la grève, l'arme des travailleurs !

Élections municipales

Faire entendre le camp des travailleurs

Aux élections municipales du 15 mars prochain, 260 listes Lutte ouvrière – Faire entendre le camp des travailleurs seront présentes dans 240 communes. À La Réunion, les électeurs de Saint-Benoît pourront voter pour la liste conduite par Jean-Yves Payet.

Nous sommes fiers de pouvoir présenter ces listes, composées de travailleuses et de travailleurs, en activité, au chômage ou retraités. Nos candidats sont ouvriers, employés, aides à domicile, chauffeurs,

conducteurs de bus ou de train, travailleurs de la santé ou de l'éducation.

Par-delà les différentes villes et régions, qu'ils soient travailleurs du public ou du privé, embauchés ou précaires, quelles que soient leurs origines, toutes et tous connaissent la réalité de l'exploitation et l'aggravation des conditions de vie et de travail.

Partout où les listes Lutte ouvrière sont présentes, des grandes métropoles aux petites communes,

elles se placent sur le même terrain : celui des intérêts matériels et politiques de la classe ouvrière.

Voter Lutte ouvrière – Faire entendre le camp des travailleurs, c'est affirmer que, pour riposter aux attaques du grand patronat et de ses serviteurs politiques, les travailleurs doivent s'organiser et se mobiliser pour combattre tous les mauvais coups et pour en finir un jour avec la domination capitaliste, qui mène la société tout entière à la catastrophe.



De l'argent pour les écoles !



À l'école primaire de Beaufonds, les toilettes sont dans un piteux état : elles sentent mauvais et les portes ferment mal. Des enfants préfèrent se retenir jusqu'à arriver chez eux. Des médecins qui sont au fait de ce genre de situation, malheureusement assez courante à La Réunion, tirent souvent la sonnette d'alarme en ex-

pliquant que ne pas faire ses besoins en temps voulu peut être grave pour la santé des enfants.

Mais les alertes des médecins et des parents n'ont pas l'air d'arriver jusqu'aux oreilles de la municipalité qui est en charge des écoles primaires.

La mairie de Saint-Benoît reste sourde également aux appels des

parents des enfants de l'école primaire de Beaulieu qui dénoncent depuis quelques temps la vétusté des salles de classe.

En effet, il y a des infiltrations au niveau du toit ; des coupures de courants sont fréquentes car l'installation électrique est en contact avec les eaux qui s'infiltrent ! Certains professeurs se plaignent que des élèves s'endorment en plein cours. Ce à quoi des parents répondent que ce n'est pas étonnant car il fait souvent noir dans les salles de classes !

Que l'État et la commune arrêtent de faire des cadeaux par millions aux capitalistes. L'argent ainsi économisé pourrait servir à faire les réparations nécessaires dans les écoles de la commune.

C'est d'autant plus indispensable qu'il s'agit d'une question de santé publique !

Ça f. les boules !

Saint-Benoît n'est pas connue pour être championne en matière d'espaces de sports et de loisirs.

Les équipements du gymnase Bouvet sont vétustes et le bâtiment prend l'eau ; les plateaux sportifs à proximité ne sont pas entretenus et manquent de sécurité.

Quant aux piscines, bien que gratuites, elles n'attirent pas des foules de nageurs.

Le club de pétanque du chemin la Gare au centre ville n'est pas en reste : le cagibi attendant à ce qui reste de l'ancienne gare qui sert de local aux boulistes fait pitié...

Bénévoles et salariés de clubs et d'associations tentent de faire vivre leurs structures avec peu de moyens matériels et financiers.

Les bonnes volontés ne manquent pas mais ce sont les moyens qui font

défaul.

Ces lieux de loisirs, de détente, de rencontre où se côtoient jeunes et moins jeunes, mériteraient que la municipalité leur accorde davantage de crédits dans tous les sens du terme.

Mais ce n'est pas le souci des élus qui pour la plupart préfèrent le club...des patrons.

Paroles, paroles et paroles...

Trois soirs de suite, lundi 2, mardi 3 et mercredi 4 mars, trois candidats aux municipales ont fait chacun son tour une réunion publique dans la Cité l'Évêché.

Des promesses, il y en avait en veux-tu, en voilà.

C'est à qui promet la cantine et le transport gratuits pour les jeunes et les chômeurs avant la fin de son mandat ; un autre promet d'augmenter les aides aux gramounes et aux familles dans le besoin ou encore de rendre propre la ville de

Saint-Benoît.

Mais où ça i sava tire l'argent ?

Personne ne le dit.

Sans moyens financiers conséquents, toutes ces bonnes intentions ne seront que des mots creux.

Faut pas pousser !

Couper l'herbe n'est pas un travail facile surtout quand les équipes d'ouvriers municipaux en charge de le faire sont réduits au minimum.

Ainsi, il n'y a par exemple que trois employés dont le chef d'équipe pour entretenir les espaces verts depuis Chemin de Ceinture en passant par la Confiance jusqu'à Le Butor et Beaufonds alors qu'il en faudrait au moins le double.

Conséquences : les herbes coupées ne sont pas toujours ramassées ; les bouteilles, cartons et autres déchets qui traînent non plus.

Du coup, on comprend qu'il faille attendre parfois six mois avant de revoir ces travailleurs de retour au même endroit.

A priori, les employés communaux ne sont pas en sous effectif.

Alors, c'est quoi le problème ?



CIREST

Communautés de communes ou comment servir les capitalistes

Le dernier conseil communautaire de la Cirest a eu lieu le 3 février.

Les élus présents, droite et gauche confondus, ont voté les budgets à l'unanimité.

L'essentiel du budget principal de 92 millions va aller aux transports et à l'environnement.

Sur les autres budgets dits « annexes », près de 38 millions seront consacrés aux investissements dans les équipements et les travaux pour l'eau potable et l'assainissement.

Avec ça, les élus ont reconduit les taux de fiscalité actuels.

À la population donc de supporter les frais et les taxes, aux capitalistes les profits !

Ce sont la Cise, et autres entreprises de ramassages de déchets et de transports privés qui vont ramasser le pactole.

L'argent public ne doit pas aller

aux capitalistes. Les services utiles et vitaux pour la population devraient être publics et sous le contrôle des travailleurs...



FRANCE-MALI

Un relent de colonialisme

Le ministère des Affaires étrangères a convoqué, jeudi 27 février, l'ambassadeur du Mali en France parce que ce dernier avait mis en cause devant les sénateurs les « débordements » commis par les soldats de la Légion étrangère dans les quartiers chauds de Bamako.

Cette critique était somme toute mesurée puisqu'elle ne portait pas sur les opérations militaires qui mettent les soldats français au contact de la population. Mais cela a suffi pour

que les autorités françaises s'indignent devant ce qu'elles estimaient être des « propos faux et inacceptables », et fassent pression sur le gouvernement malien pour qu'il rappelle son ambassadeur. Et le lendemain même de cet incident, le ministre malien des Affaires étrangères est venu à Paris pour y faire profil bas. De son côté, la ministre des Armées, Florence Parly, s'est empressée de dédouaner ses troupes en déclarant qu'il n'y avait « quasiment

plus de soldats français stationnés à Bamako. »

Pour le gouvernement français, les soldats français de la force Barkhane sont chez eux au Mali et peuvent se comporter comme ils le souhaitent. Macron et sa bande, par leur attitude blessante envers les autorités maliennes et leur représentant en France, rappellent à ces derniers que, malgré leurs beaux discours, le temps des colonies n'est pas révolu.

MOYEN-ORIENT

Affrontement turco-syrien

La bataille pour contrôler la région d'Idlib en Syrie se transforme en un affrontement direct entre la Turquie d'Erdogan et le régime de Bachar el-Assad, soutenu par la Russie. Pour empêcher le régime syrien de reprendre le contrôle de cette région, l'armée turque ne se contente plus de soutenir ses alliés locaux. Elle intervient avec ses propres troupes et ses propres armes.

Ce faisant, l'armée turque est aussi confrontée aux militaires russes qui contrôlent l'espace aérien syrien. La Turquie étant membre de l'Otan, Erdogan exerce un chantage sur les dirigeants européens pour obtenir leur

soutien. Il a ouvert sa frontière avec la Grèce, encourageant les réfugiés accueillis sur son territoire à partir vers l'Europe de l'Ouest.

Depuis plusieurs années, les différentes puissances régionales sont intervenues en Syrie avec la protection plus ou moins ouverte de grandes puissances. Face au chaos créé, c'est finalement le régime syrien qui a remporté la bataille avec l'appui militaire de la Russie. Voulant maintenant rétablir son contrôle sur tout son territoire, il veut réduire la poche d'Idlib.

La principale victime d'une décennie de guerre est la population

syrienne, déplacée par millions dans des camps de réfugiés, en Syrie, en Turquie, en Jordanie ou au Liban. Celle de la région d'Idlib subit de plein fouet cette nouvelle bataille. Plus d'un million d'habitants ont été jetés sur les routes. Plusieurs millions de réfugiés plus anciens sont prêts à tout pour passer en Grèce ou en Bulgarie.

Le sort tragique des Syriens ou des Irakiens pourrait devenir celui de bien d'autres populations, si le système impérialiste, qui a mené à ce chaos pouvant déboucher sur une guerre généralisée, continue à se maintenir.

MADAGASCAR

Produits de luxe, salaires de misère !



À Madagascar, trois entrepreneurs français se sont lancés dans la production de... caviar dans les eaux du lac Mantasoa près d'Antananarivo. Vendu 700 € le kilogramme à Madagascar, il est revendu en Europe à 2400 €.

Loin du Smic malgache qui pla-

onne à 50 € quand il s'agit de travailleurs déclarés ce qui n'est pas le cas de 90 % des travailleurs malgaches !

Diviser et assassiner pour régner

Entre le 23 et le 26 février, des bandes de nationalistes religieux hindous ont ravagé les quartiers musulmans de la capitale indienne, Delhi. Quand l'armée a fini par intervenir, après avoir détourné le regard trois jours durant, c'est pour dénombrer au moins 45 morts.

Ce véritable pogrome est la conséquence directe de la politique du gouvernement nationaliste du Premier ministre, Modi. Son parti, le BJP, doté d'une milice qui fait profession de terroriser, voire d'assassiner les musulmans, a conquis le pouvoir en cultivant la haine de la minorité musulmane, 200 millions d'individus sur le 1,3 milliard que compte l'Inde. Il ne s'agit pas seulement de propagande orale ou électorale : lorsque Modi était gouverneur de l'État de Gujarat, des émeutes antimusulmans y firent des centaines de morts. Modi en était l'inspirateur.

Depuis l'été dernier, dans une fuite en avant continuelle pour rester au pouvoir, son gouvernement promet, pour la première fois depuis l'indépendance de 1947, des lois fon-

dées sur la religion et visant à transformer les musulmans en citoyens de seconde zone, voire en non-citoyens. Cet arsenal législatif a soulevé de nombreuses protestations. Elles ne viennent pas seulement des musulmans sans papiers directement visés, ni même des musulmans en général, mais aussi de tous ceux qui refusent qu'on divise le pays suivant des critères religieux. Le gouvernement a fait donner la police et les milices nationalistes contre les manifestants, contre des femmes qui occupent une rue à Delhi, contre les étudiants qui protestent à l'université, etc.

Le conflit a pris un tour aigu, durant la campagne électorale en vue du renouvellement du gouvernement de la région capitale, le 8 février. Malgré la démagogie nationaliste et le flot d'injures racistes déversées par le BJP, le gouverneur sortant a été réélu et sa politique non discriminatoire approuvée. Mais la machine était lancée et, quand le pogrome a éclaté le 23 février, Modi et son ministre de l'Intérieur ont eu encore la même attitude. Ils ont déploré les

événements dans des paroles à l'attention de ceux qui veulent bien les croire, notamment à l'étranger, mais ils ont montré à leur base qu'ils soutiennent les assassins.

Cette façon de prendre et de conserver le pouvoir a bien des précédents et des équivalents. Elle montre, avec un peu d'avance sur l'Europe d'aujourd'hui et un peu de retard sur celle d'hier, où peut conduire le racisme d'État. Le gouvernement Modi n'en conserve pas moins le soutien des capitalistes indiens, comme Tata, et de tous les grands pays capitalistes.



Un site de campagne

Sur <https://www.lutte-ouvrière.org/municipales> :

- la liste des communes où Lutte ouvrière se présente
- nos têtes de liste
- les émissions auxquelles elles ont participé
- l'agenda des réunions publiques
- comment nous contacter



Suivez le blog de
Nathalie Arthaud :
<http://www.nathalie-arthaud.info>

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au
journal *Lutte ouvrière - Île de
La Réunion* pour une période
de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

**Ci-joint par chèque la somme
deeuros**

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-

ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier
Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282